

## Réunion UIHJ EuroDanube des 7 et 9 octobre 2009 à Vysole Tatry (Slovaquie)

C'est à Vysole Tatry que s'est tenue des 7 au 9 octobre 2009 la 3<sup>e</sup> session UIHJ-EuroDanube autour du thème « L'huissier de justice et l'éthique, l'exécution et l'informatique ».



Le groupe UIHJ-EuroDanube — The UIHJ-EuroDanube group

### L'huissier de justice, élément essentiel de l'économie d'un Etat

Rappelons qu'UIHJ-EuroDanube est constitué des pays suivants : Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, ARY-Macédoine, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Tchéquie.

Dans son discours d'ouverture, Jozef Risian, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovaquie, a fait part des problèmes qui existent actuellement dans son pays, notamment les critiques et les plaintes adressées à l'encontre de la profession. La profession a besoin de gagner la confiance de la société civile. « *C'est pourquoi le sujet de l'éthique et de la déontologie figurent au thème de cette réunion* » a-t-il indiqué. Puis il a présenté les autres thèmes devant être abordés, au rang desquels des propositions concernant les actions futures d'UIHJ-EuroDanube, la possibilité de créer un statut uniforme, comme en Afrique, mais également la définition concrètes de ses actions concrètes.

Daniel Hudak, ministre, secrétaire d'Etat à la Justice de Slovaquie, a rappelé que l'huissier de justice a

toute sa place dans la société civile. L'Etat a délégué une parcelle de l'autorité publique aux huissiers de justice, agents publics. Pour M. Hudak, il est inimaginable que cette profession soit dépourvue de règles éthiques et déontologiques. Ces principes doivent figurer dans un Code de déontologie. Si l'huissier de justice apparaît être le représentant du créancier, il est avant tout impartial. Cette indépendance est nécessaire puisque l'huissier de justice est responsable de sa conduite au quotidien et qu'il doit être sanctionné pour tout manquement. Le secrétaire d'Etat a également mentionné des réformes visant à permettre la distribution des dossiers d'exécution de manière dématérialisée. Enfin, il s'est félicité de la bonne communication qui existe entre le ministère de la justice et la profession en Slovaquie, ce qui permet de cerner et de résoudre les problèmes rapidement.

Puis Leo Netten, président de l'UIHJ, a présenté les grandes lignes des recommandations 16 et 17 de 2003 du Conseil de l'Europe. Il a indiqué que le thème retenu a pour objet de redonner confiance dans l'huissier de justice. « *En période de crise,*

*l'huissier de justice n'est pas seulement un élément essentiel de l'Etat de droit, mais aussi un élément essentiel de l'économie d'un Etat* » a-t-il ajouté. « *Dans le cadre de création d'une grande profession d'huissier de justice, nous avons besoin de toutes les chambres nationales* ».

Michal Redelbach, secrétaire d'UIHJ-EuroDanube, a dressé un rapport des deux années d'existence de cette structure. Il a rappelé les conférences de Sopot (Pologne) et de Budapest (Hongrie). Il a également évoqué le colloque international de Sibiu (Roumanie) où a été présenté un projet de directive européenne sur un acte introductif d'instance européen.

### Des normes minimales en matière d'éthique et de déontologie

Les représentants des chambres nationales d'huissiers de justice ont ensuite donné un compte-rendu des activités et des évolutions dans leur pays.

En Hongrie, la procédure d'injonction de payer en matière commerciale a été présentée. Cette procédure permet de soulager les juridictions commerciales de tout un pan de contentieux, comme c'est le cas dans de nombreux Etats. La communication par voie électronique est prévue, pour accélérer et simplifier davantage les échanges de données.

Marius Crafcenco, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie a souligné l'intérêt des séminaires UIHJ-EuroDanube qui permettent de renforcer la profession d'huissier de justice, de rehausser son prestige et contribuer à son indépendance. Il a souhaité que la profession soit uniformisée et qu'il n'existe qu'un seul corps d'huissiers de justice chargé d'exécuter les décisions de justice. Il a regretté qu'en Roumanie la procédure d'exécution puisse faire l'objet d'autant de possibilités de contestations qui n'ont pour objet que de ralentir le processus.

A l'instar de son homologue roumain, Antonio Kostanov, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de l'ARY-Macédoine, a insisté sur l'importance des séminaires UIHJ-EuroDanube. Il a informé les participants de la création dans son pays d'un panel d'enseignants, de magistrats et d'huissiers de justice pour renforcer le domaine lié à l'exécution des décisions de justice. Il a indiqué également que l'ARY-Macédoine participait au projet de réformes dans les Balkans (BERP- Balkans Enforcement Reforms Project) et que plusieurs réunions s'étaient tenues à Skopje.

S'agissant de la Pologne, Michal Redelbach, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice et secrétaire d'UIHJ-EuroDanube, a déclaré qu'un projet e-justice était en cours dans son pays. En 2010, une réforme de la procédure civile entrera en vigueur qui mettra l'accent sur la dématérialisation notamment des services bancaires. Il a rappelé la mémoire de Jan Treder, responsable de la société Currenda, décédé en janvier 2009. Michal Redelbach a également évoqué les problèmes relatifs à l'application de la TVA dans les procédures d'exécution en Pologne.

En République tchèque, le président a indiqué que le nombre d'huissiers de justice était actuellement de cent-vingt regroupés dans soixante offices. Il s'est déclaré conscient de l'importance d'améliorer l'image des huissiers de justice.

Puis les débats se sont centrés autour de l'informatisation et de ses incidences pour la profession d'huissier de justice. Il existe par exemple en République tchèque un registre central dans lequel peuvent être mentionnées toutes les procédures d'exécution à l'encontre des débiteurs. La question de la transmission par voie électronique a aussi été abordée, chaque institution étant tenue d'avoir une boîte aux lettres électronique.

Sur la question de l'éthique, il a été décidé à l'issue des rencontres d'adopter une charte sur des normes minimales d'éthique et de déontologie applicables à tous les pays de la zone EuroDanube.

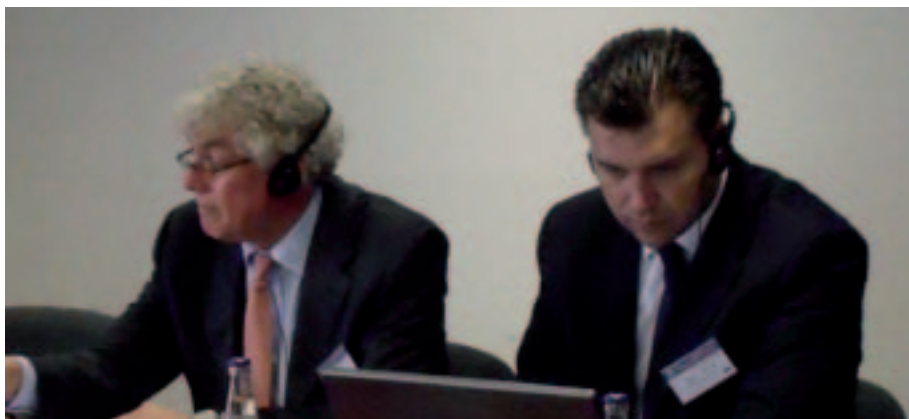
Enfin, la charte UIHJ-EuroDanube a été modifiée et un poste de secrétaire général adjoint a été créé. Juraj Potkoniky (République tchèque) a été désigné secrétaire général et Zsolt Orell (Hongrie), secrétaire général adjoint.



Daniel Hudak, ministre, secrétaire d'Etat à la Justice de Slovaquie — Daniel Hudak, State Secretary for Justice of Slovakia

## UIHJ EuroDanube meeting on 7-9 October 2009 in Slovakia

It is in Vysole Tatry that took Place from 7 to 9 October 2009 the 3<sup>rd</sup> UIHJ-EuroDanube session around the topic "The Judicial Officer and ethics, enforcement and data processing".



Leo Netten et Adrian Stoica (Roumanie), membre du bureau de l'UIHJ  
Leo Netten and Adrian Stoica (Romania), member of the board of the UIHJ

### The judicial officer, essential economic element of a State

Let us recall that UIHJ-EuroDanube is composed of the following countries: Bulgaria, Czech Republic, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, FYRO-Macedonia, Poland, Romania, Slovakia and Slovenia.

In his opening speech, Jozef Risian, president of the National Chamber of the judicial officers of Slovakia, mentioned the problems currently occurring in his country, in particular criticisms and complaints addressed against the profession. The profession needs to gain the confidence of the civil society. "This is why the subject of ethics and

deontology appear in the topic of this meeting" he said. Then he presented the other topics having to be approached, amongst which the proposals relating to the future actions of UIHJ-EuroDanube, the possibility of creating a uniform statute, as in Africa, but also the concrete definition of actions to be started.

Daniel Hudak, State Secretary Justice of Slovakia, pointed out that the judicial officer has a role in the civil society. The State delegated a parcel of the public authority to the judicial officers as public agents. For Mr. Hudak, it is unimaginable that this profession is deprived of ethical rules and deontology. These principles must appear in



Les participants — The Participants

a Code of conduct. If the judicial officer appears as the representative of the creditor, he is above all impartial. This independence is necessary since the judicial officer is responsible for his conduct on an everyday basis and that he must be sanctioned for any failure. The State Secretary also mentioned reforms aiming at allowing the electronic distribution of enforcement cases. Lastly, he was pleased with the good communication which exists between the ministry for justice and the profession in Slovakia, which makes it possible to locate and solve problems quickly.

Then Leo Netten, president of the UIHJ, presented the broad outlines of recommendations 16 and 17 of 2003 of the Council of Europe. He indicated that the selected topic aims at giving again confidence in the judicial officer. *"In a crisis period, the judicial officer is not only an essential element of the Rule of law, but also an essential economic element of a State"* he added. *"Within the framework of the creation of a great occupation of judicial officer, we need all the national chambers"*.

Michal Redelbach, secretary of UIHJ-EuroDanube, drew up a two years report of existence of this structure. He pointed out the conferences of Sopot (Poland) and Budapest (Hungary). He also evoked the international symposium of Sibiu (Romania) where was presented a European draft Directive on a document initiating proceedings in Europe.

### Minimal standards of ethics and deontology

The representatives of the national chambers of judicial officers then gave a report of the activities and evolutions in their countries.

In Hungary, the procedure of order for payment in

commercial matters was presented. This procedure makes it possible to relieve commercial jurisdictions of a whole load of disputes, as it is the case in many States. Electronic communication is envisaged to accelerate and simplify more exchanges of information.

Marius Crafcenco, president of the National Chamber of the judicial officers of Romania underlined the interest of the UIHJ-EuroDanube seminars which make it possible to reinforce the occupation of judicial officer, to raise his prestige and to contribute to his independence. He wished that the profession be standardized and that there exists one body of judicial officers charged to carry out legal decisions. He regretted that in Romania the procedure of execution can be the subject of as many possibilities of disputes having for sole object to slow down the process.

Following the example of his Rumanian counterpart, Antonio Kostanov, president of the National Chamber of the judicial officers of FYRO-Macedonia, insisted on the importance of UIHJ-EuroDanube seminars. He informed the participants of the creation in his country of a panel of teachers, judges and judicial officers to reinforce the field related to the execution of the legal decisions. He also stated that FYRO-Macedonia took part in the reform project in the Balkans (BERP- Balkans Enforcement Reforms Project) and that several meetings had been held in Skopje.

As regards Poland, Michal Redelbach, vice-president of the National Chamber of the judicial officers and secretary of UIHJ-EuroDanube, declared that a E-justice project was in hand in his country. In 2010, a reform of the civil procedure will come into effect which will emphasize on dematerialization



Les participants — The Participants

in particular of banking services. He recalled the memory of Jan Treder, in charge of the Currenda Company, and who passed away in January 2009. Michal Redelbach also mentioned the problems relating to the application of the VAT in the procedures of execution in Poland.

In the Czech Republic, the president indicated that the number of judicial officers amounts to one hundred and twenty through sixty offices. He declared himself conscious of the importance of improving the image of the judicial officers.

Then the debates were centered around computerization and of its incidences for the occupation of judicial officer. For example, in the Czech Republic, there is a central register in which can be mentioned all enforcement procedures against the debtors. The question of the transmission by electronic way was also tackled, each institution being held to have an e-mail address.

On the question of ethics, it was decided at the conclusion of the meeting to adopt a charter on minimal standards of ethics and deontology applicable to all countries of the EuroDanube zone.

Lastly, the UIHJ-EuroDanube charter was modified and a position of vice-secretary general was created. Juraj Potkoniky (Czech Republic) was appointed general secretary and Zsolt Orell (Hungary), vice-general secretary.



Michal Redelbach (Pologne), secrétaire d'UIHJ-EuroDanube  
Michal Redelbach (Poland), Secretary of UIHJ-EuroDanube



Leo Netten, président de l'UIHJ  
Leo Netten, President of the UIHJ



Josef Risian, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovaquie — Joesf Risian, President of the National Chamber of judicial officers of Slovakia